

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 août 2022
(Convocation du 29 juillet 2022)

Aujourd'hui, le 08 août 2022 à 09h15, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	5
• Voix	5
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés et avaient donné procuration :Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Nouvelle consultation en urgence simple pour suite de la "Prestation d'études et de maîtrise d'œuvre pour le confortement du parement amont du réservoir du Louet"

Exposé des motifs :

Le marché en cours relatif à la maîtrise d'œuvre pour les travaux de confortement du parement amont du réservoir du Louet n'est plus adapté à la situation actuelle et a été résilié par délibération n°2022_B_51. La nouvelle estimation du montant de la maîtrise d'œuvre est de 290 000 € HT (pour mémoire la consultation initiale portait sur un montant prévisionnel de 158 094,50 € HT)

Cependant, les travaux sur le réservoir du Louet sont indispensables et doivent être réalisés le plus rapidement possible étant donné l'évolution rapide des pressions interstitielles de la digue ce qui est de nature à engendrer des travaux et des coûts financiers supplémentaires. Il est donc nécessaire de relancer rapidement une nouvelle consultation pour poursuivre la mission de maîtrise d'œuvre des travaux de confortement du réservoir du Louet, en recourant à la procédure d'urgence simple prévue dans le code de la commande publique (article R.2161-3 alinéa 3).

La nouvelle consultation s'affranchira du porter à connaissance ainsi que de la mission AVP, le rapport d'avant-projet étant déjà en cours de validation des services de l'État. Toutefois, le futur titulaire du marché devra prendre en compte les observations, le cas échéant, des services instructeurs et compléter et/ou amender le rapport AVP d'origine.

Le marché se décomposera en une tranche ferme et une option :

➤ tranche ferme :

- prise en compte et actualisation, le cas échéant, du rapport AVP
- missions d'établissement du dossier projet (PRO) ainsi que l'accompagnement de l'Institution Adour dans les phases d'instruction de ces dossiers par l'État,
- appui à la passation des contrats de travaux (ACT),
- suivi du chantier (VISA et DET)
- réception des travaux (AOR).

➤ option : prestation d'études d'amélioration d'étanchéité de la galerie et intégration aux travaux de confortement, comprenant les mêmes éléments de mission que la tranche ferme.

Le délai de consultation des entreprises sera raccourci, ramené à quinze jours, étant donné l'urgence de la situation.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2,

Vu l'article R.2161-3 alinéa 3 du code de la commande publique,

Vu la décision n°2022_B_51 en date du 8 juillet 2022 de l'Institution Adour portant résiliation du marché n°21035,

Considérant la notion d'urgence simple telle que prévue par le code de la commande publique,

Considérant la nécessité de réaliser les travaux du Louet dans les délais impartis au vu de l'évolution rapide des phénomènes impactant la stabilité de la digue,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité



DECIDE

Article 1

- de procéder au lancement d'un appel d'offres ouvert pour les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre pour le confortement du parement amont du réservoir du Louet,
- d'approuver la nécessité de recourir à la procédure d'urgence simple permettant de réduire le délai de réception des candidatures et des offres à quinze jours,
- d'autoriser le président à attribuer le marché d'urgence dans la limite du montant maximum de 290 000 € HT,
- de préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 08 août 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE